

2022-2050 : le plan « Marie Curie »

Le nucléaire, l'hydro-électricité et l'hydrogène vert, clés d'une électricité bon marché, fiable et abondante pour la France

Résumé

- *L'incompétence de l'ensemble des gouvernements depuis 20 ans et les erreurs d'Emmanuel Macron ont mis la production électrique en forte tension, fait exploser la facture et affaibli le modèle EDF.*
- *Des investissements massifs et urgents s'imposent car les besoins liés à l'électrification nécessaire à la transition écologique et la réindustrialisation de la France n'ont pas été anticipés ou ont été sous-estimés.*
- *L'ensemble des scénarios anticipant la consommation de 2050 misent sur des performances d'efficacité énergétiques sympathiques mais peu rationnelles.*
- *Le plan annoncé par Emmanuel Macron à Belfort est moins une relance du nucléaire qu'un gigantesque plan pour les énergies intermittentes.*
- *Il vise à baisser la consommation d'énergie totale de la France de 40% tout en augmentant la production d'électricité de 55% tout en cessant toute promesse de réindustrialisation.*
- *Il prévoit d'abaisser le nucléaire à 50% du mix électrique en 2050, avec 50% de renouvelable, entraînant la multiplication par des éoliennes sur terre, par 10 des panneaux solaires et l'installation de 50 parcs éoliens en mer.*
- *Ce projet repose aussi sur la construction de 6 à 14 réacteurs EPR2 entre 2035 et 2050, et de quelques SMR, nombre insuffisant pour une vraie filière.*
- *Le mix 50% nucléaire/40% ENRi arrivera finalement à une utilisation du gaz.*
- *Le plan nucléaire de Marine Le Pen anticipe des besoins bien plus grands en électricité, notamment pour réindustrialiser la France et repose sur 3 piliers :*
 - o *Renforcer les parcs nucléaires et hydroélectriques historiques : EDF redeviendra un monopole naturel avec des prix régulés, la puissance et la disponibilité des centrales seront améliorées, le parc nucléaire prolongé à 60 ans, le site de Fessenheim sera utilisé de manière optimale selon son état de démantèlement.*
 - o *Développer les ENR hydroélectriques, géothermiques et accélérer « la révolution hydrogène vert » ainsi que les biocarburants et les biogaz. Les centrales thermiques françaises à charbon seront converties au biomasse.*

- *Lancer un plan « Messmer II », qui sera nommé « Marie Curie » capable de renouveler notre parc nucléaire, augmenter sa puissance et sa sûreté, ainsi que le développement maximal des potentiels de steps en France.*
- *Déployer une diplomatie énergétique et écologique française qui permette de partager nos filières d'excellence, notamment par la relance du traité EURATOM en Europe.*

A) Pourquoi l'énergie est aussi un choix de civilisation ?

L'élection présidentielle française de 2022 sera un choix de civilisation pour la France et ses partenaires européens.

Le débat public limite généralement cet enjeu aux sujets régaliens, économiques et éducatifs. Naturellement, ces questions sont majeures dans l'avenir que les Français vont choisir mais les problématiques énergétiques et, d'une manière générale, les grands choix technologiques que nous ferons, sont tout autant fondamentaux.

L'énergie est le cœur battant de notre économie et des sociétés humaines. Toute l'aventure humaine est une quête sans cesse renouvelée pour la maîtrise des ressources naturelles et des lois de la physique qui lui permettent de prospérer.

De la maîtrise du feu à la domestication des animaux, de l'invention des moulins à celle des machines à vapeur, de l'utilisation du pétrole jusqu'au miracle de l'électricité, de la conquête de la fission atomique jusqu'à celle de la fusion, l'humanité n'a fait et ne fera qu'étendre la puissance énergétique dont elle dispose pour vivre mieux.

L'ensemble des révolutions productives de l'humanité, des plus anciennes aux plus contemporaines, sont toutes fondées sur la maîtrise d'une ou plusieurs formes d'énergie nouvelle. Ces acquis technologiques se sont cumulés bien plus qu'ils ne se sont remplacés les uns aux autres pour une raison simple : l'humanité a toujours besoin de plus d'énergie pour améliorer ses conditions de vie, soulager la dureté du travail, conquérir de nouveaux territoires, y compris désormais, la mer et l'espace.

Les perspectives énergétiques dictent le modèle de société et nos modes de vie bien plus que l'inverse. Cantonnée au bois, aux forces du vent, de l'eau et du soleil, l'humanité n'a connu quasiment aucune croissance économique pendant des millénaires. Maîtrisant le charbon, le pétrole, le gaz puis l'atome, la

prospérité a transformé nos civilisations de fond en comble, bouleversant nos fondements anthropologiques jusqu'à donner l'illusion d'un monde infini, sans limite de ressources.

Alors que l'humanité a vécu la quasi-totalité de son histoire dans la privation, les sacrifices et les contraintes, une partie toujours plus importante d'entre elle a connu l'ivresse de la croissance économique même si les richesses étaient très injustement réparties, le mérite et le travail étant rarement récompensés à leur juste place.

Abondantes pendant quelques décennies, l'énergie et les ressources naturelles semblent à nouveau restreintes. Quand apparaissent les pénuries, les injustices éclatent au grand jour au sein des peuples et les tensions entre les Etats se multiplient pour le contrôle des richesses.

B) L'exception nucléaire française, un miracle industriel, économique et écologique qui a été gâché

Le choix du modèle énergétique est un choix de société. Bien de première nécessité par essence, souvent proche de ce que même les libéraux identifient comme un « monopole naturel », l'énergie n'est pas une richesse comme une autre. Elle conditionne l'accès à une nourriture saine, à un logement digne, à la liberté de se déplacer.

Le choix du modèle énergétique conditionne aussi notre rapport au monde. Les ressources naturelles ne sont pas réparties équitablement sur Terre. Plus elles seront rares, plus elles seront âprement disputées. Choisir la dépendance comme l'ont fait les gouvernements français depuis 30 ans au mépris de l'héritage du Général de Gaulle nous a mis dans une impasse, entraînant une facture énergétique que les Français paient de plus en plus lourdement.

En 1972, le Club de Rome établit un rapport très clair, fondé sur la raison et le bon sens : la croissance miraculeuse qu'a connue l'Occident après la Seconde Guerre mondiale, fondée sur les énergies fossiles, l'exploitation intensive des ressources et une explosion démographique mondiale irraisonnée, nous mènera d'une manière ou d'une autre à une catastrophe.

Les crises pétrolières qui suivirent donnèrent du crédit à leur analyse : l'énergie fossile à bas coût était une illusion économique tandis que les problèmes

environnementaux notamment la pollution atmosphérique, devenaient des évidences incontestables.

Particulièrement conscient de la dépendance de la France aux ressources fossiles et aux matières premières, le Général De Gaulle avait déjà perçu avant les crises pétrolières que la France devait produire sa propre énergie et, dans la mesure du possible, un maximum de ses ressources stratégiques.

La France se lance donc dans la maîtrise de l'atome civil puis engage le plus grand programme nucléaire possible par rapport à sa taille. 58 réacteurs sont construits en seulement 30 ans, à partir de filières industrielles naissantes. Jusqu'à 3, 4, 6 et même 8 réacteurs seront livrés par an !

Avec le succès de ce « plan Messmer », la France invente la première « croissance verte » : la France s'enrichit en produisant 75% de son électricité avec le nucléaire, 15% avec l'hydroélectricité, soit 90% de son énergie sans émission de gaz à effet de serre ni pollution atmosphérique. Dotée de la meilleure filière intégrée au monde, du combustible au retraitement, notre pays a conquis une énergie très compétitive pour son économie et ses habitants.

La France prend alors la tête d'une véritable révolution énergétique : dans un gramme d'uranium, il y a autant d'énergie que dans une tonne de pétrole. Les perspectives d'innovation sont considérables, ouvrant des horizons d'une énergie abondante en limitant les risques et les déchets.

La révolution technologique et anthropologique repose dans l'équation du nucléaire : avec un minimum d'espace occupé, de ressources consommées et de déchets produits, on obtient une énergie maximale.

Pourtant, au lieu de préparer l'avenir, de garantir durablement une prospérité chèrement acquise tout en résolvant les problèmes de pollution sur la santé et l'environnement, les gouvernements français n'ont vu dans le nucléaire qu'une rente qu'ils vont gaspiller pour toutes les lubies politiciennes possibles : clientélisme, fédéralisme européen, accords électoraux, impasse des énergies renouvelables intermittentes (ENRi)...

Ce dernier point est sans doute le plus représentatif des conséquences tragiques de l'incompétence politique et du poids des lobbies. A partir de 2007, la France a massivement subventionné le développement des éoliennes sur terre, des panneaux solaires puis, dès 2011, des éoliennes en mer.

Ces énergies peuvent aider des pays ne disposant pas de compétences nucléaires mais pour la France, c'est une absurdité ! Le nucléaire est déjà une électricité bas-carbone et sans pollution atmosphérique mais qui produit en plus une énergie massive et pilotable. Au contraire, les ENRi, soumis aux caprices de la météo, sont incapables d'alimenter une économie développée sans le recours à des centrales à charbon et à gaz qui compensent leurs défaillances.

Le développement massif des ENRi n'a servi à rien sinon à désorganiser le modèle français et européen, à accroître notre dépendance aux centrales à gaz/charbon. Ces centrales occupent un espace considérable, massacrant les paysages, ruinant la valeur foncière des habitations, polluant les sols.

L'argent gaspillé dans les ENRi n'a pas été dépensé dans le nucléaire d'avenir. Les filières d'innovation ont été abandonnées ou ralenties, les investissements sont devenus rares et puis, finalement, plus aucun réacteur ou presque, n'est construit depuis 30 ans à part une tête de série dont les déboires illustrent l'ampleur des pertes de compétences de la France.

Cette gabegie a fragilisé le fleuron national qu'était EDF. Pour satisfaire les traités européens absurdes, l'entreprise a été démantelée et spoliée de 25% de sa production nucléaire vendues à prix coûtant à ses concurrents sans aucun effet bénéfique pour le consommateur, les prix ayant augmenté en moyenne de plus de 50% depuis dix ans !

C) Les choix d'Emmanuel Macron mènent la France dans l'impasse

L'hiver 2022 marque une rupture pour le marché électrique : la rente nucléaire ne peut plus cacher les erreurs de la France et de l'Europe depuis 30 ans. Les prix de toutes les énergies explosent, en particulier l'électricité. Le gouvernement, une fois encore, utilise EDF et le parc nucléaire comme une victime expiatoire et une variable d'ajustement électoral.

Alors que le mix français est très peu exposé au cours du marché du gaz ou du charbon, l'inclusion de notre pays dans le marché européen nous a privé de notre souveraineté énergétique. Quand le gaz explose en Europe, la France paie plein pot alors qu'elle n'en consomme presque pas pour son électricité.

Caricature de tous les maux qui ont frappé le nucléaire français, Emmanuel Macron a joué un rôle considérable dans l'affaiblissement du nucléaire français. Secrétaire Général Adjoint de l'Élysée puis Ministre, il coorganise le

démantèlement d'Alstom, ferme la centrale de Fessenheim, reste passif face aux difficultés du chantier de Flamanville, voit la disponibilité des centrales se dégrader comme jamais.

Il a handicapé l'avenir en ne finançant véritablement aucun programme d'avenir et pire, en fermant le projet Astrid de réacteur de nouvelle génération... qu'il souhaite désormais relancer !

La Programmation Pluriannuelle de l'Energie (2019-2028) qu'il a fait voter au Parlement pour la France acte la baisse de la part du nucléaire dans le Mix électrique à 50%. Le 27 novembre 2018, Emmanuel Macron annonce la fermeture de 12 réacteurs en plus de Fessenheim avant 2035. Cette baisse est censée être compensée par le développement massif des éoliennes sur terre et en mer ainsi que des panneaux solaires.

Aucun de ces deux objectifs n'a jamais eu la moindre crédibilité et cinq précieuses années furent perdues pour construire le futur énergétique de la France, améliorer le pouvoir d'achat des ménages et réussir la transition écologique.

A Belfort, Emmanuel Macron a présenté sa nouvelle politique énergétique. Cette dernière consiste essentiellement à reprendre les conclusions du rapport « Futurs énergétiques » de RTE. Si cette entreprise dispose d'une expertise incontestable, elle reste aux ordres du gouvernement et s'est souvent trompée.

Ainsi, c'est RTE qui, durant deux décennies, a prétendu que la France n'aurait pas besoin de produire plus d'électricité uniquement parce que les gouvernements ne souhaitaient pas réaliser les investissements nécessaires et compter sur la désindustrialisation française.

Tout d'abord, Emmanuel Macron considère que la France doit baisser sa consommation d'énergie totale de plus de 40% tout en augmentant la production électrique de 50%.

Autrement dit, il s'agit d'un plan de sobriété énergétique doublé d'un plan d'électrification massif de la France. Le défi est monumental car jamais depuis le début de l'Histoire, une société qui baisse de 40% sa consommation d'énergie a réussi à produire plus de richesses.

A ce titre, Emmanuel Macron acte la non-réindustrialisation de la France avec ce plan énergétique. Le rapport RTE est très clair, son scénario n'est possible

qu'avec une industrie qui reste à 10% du PIB ! Pour passer à 12-13% d'industrie en 2050, il faudrait augmenter la production électrique de 16.5%.

Pour électrifier la France, Emmanuel Macron fait le choix de prolonger au maximum le parc nucléaire actuel, puis lancer la construction de seulement 6 à 14 EPR d'ici 2050, renforcés par des SMR dont on ignore le nombre. Au final, l'objectif serait d'avoir 50% de nucléaire en 2050 avec une puissance installée plus faible qu'aujourd'hui. Il s'agit donc d'un lourd recul du nucléaire en France.

6 à 14 EPR en 30 ans sont par ailleurs insuffisants pour recréer une vraie filière. On assiste en réalité à un saupoudrage d'argent public sur pas moins de 6 filières électriques, ce qui mènera évidemment la France à n'en maîtriser aucune ! D'ailleurs, Emmanuel Macron fait le choix de lancer un programme EPR2 dont le design n'est pas achevé et qui ne sera opérationnel qu'en 2035 minimum, et sans doute plutôt 2037 !

Autrement dit, Emmanuel Macron n'assumera jamais le moindre suivi de son plan énergétique. Il veut investir dans 23 à 27GW de nouveau nucléaire contre... 180 GW d'énergie intermittentes : doublement des éoliennes terrestres, 50 parcs d'éoliennes en mer et multiplication par 10 des panneaux solaires... soit une hausse de 15 à 30% de la facture hors inflation pour les Français.

Ce mix énergétique fonctionne sur le papier mais pas en réalité. Une société industrielle ne peut avoir 40% de son mix électrique qui s'arrête dans une nuit d'hiver où il n'y aurait ni vent, ni soleil. Emmanuel Macron fait le pari de « révolution » technologique dans le stockage de l'électricité mais rien ne prouve que cela sera atteignable avec un coût écologique et financier acceptable.

En réalité, le plan d'Emmanuel Macron conduira à développer des centrales à gaz si Marine Le Pen ne le remplace pas en 2022.

D) Les défis énergétiques que relèvera Marine Le Pen

La France se trouve aujourd'hui face à au moins quatre défis qui vont imposer d'augmenter considérablement la production d'électricité dans des délais bien plus serrés qu'avaient promis les gouvernements depuis les années 1990 :

- 1) Protéger le pouvoir d'achat des Français et la compétitivité de nos entreprises de la crise des énergies fossiles que nous traversons depuis

septembre 2021, qui sera soit durable, soit récurrente. Seule une politique de souveraineté et d'autonomie maximale peut nous préserver.

2) La réindustrialisation de la France est une priorité pour contrer le déclin économique et l'appauvrissement des Français. Ramener les 10 points de PIB industriel que nous avons perdus en 30 ans demandera aussi une électricité massive. Par ailleurs, les importations représentant 50% de nos émissions de gaz à effet de serre. Réindustrialiser, c'est sauver le climat.

3) Afin de respecter le Traité de Paris, il faut électrifier notre économie. L'objectif de neutralité carbone est noble mais il implique des choix lourds qui n'ont strictement jamais été débattus par les Français. Le « modèle allemand » fondé sur les ENR a été un « crash test » et un fiasco. 500 milliards d'euros pour polluer 7 fois plus que la France !

4) Le vieillissement du parc nucléaire français commence à poser de sérieux problèmes. Certes, le plan de « Grand Carénage » va permettre de prolonger de 10 à 20 ans la durée de vie du parc mais il faut maintenant choisir : repart-on dans un nouveau parc nucléaire ou change-t-on de modèle ? Le choix s'impose.

Nous avons choisi : l'énergie nucléaire, allié de nos barrages hydro-électriques, a fait ses preuves.

Pour être indépendant, pour offrir un niveau de vie digne à nos habitants, pour respecter l'environnement tout en renouant avec la prospérité, il faut lancer un grand plan de production nucléaire : réussir un « Messmer 2 », l'équivalent en nombre de réacteurs produits de ce qu'a réussi la France mais avec des réacteurs bien plus puissants.

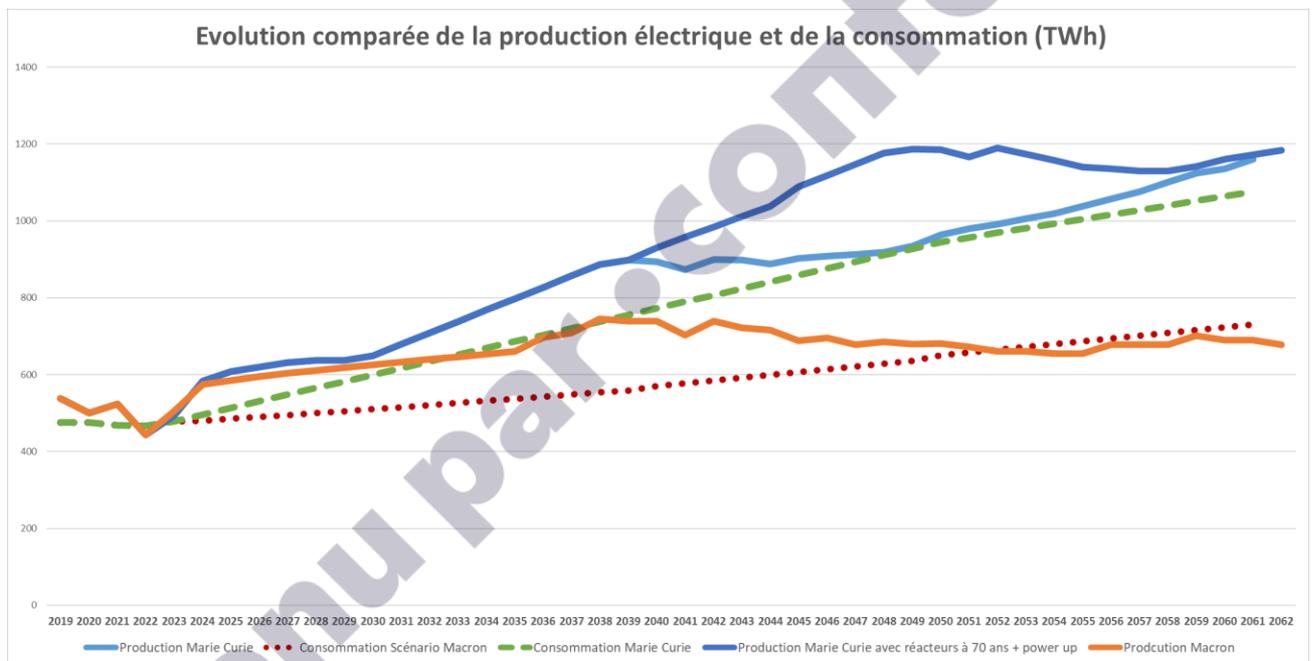
E) Seul un plan Messmer 2 peut sauver la filière nucléaire française et garantir la prospérité durable de la France.

Sur ce graphique, deux courbes en pointillés représentent les hausses de consommation d'électricité qui seront créées par l'électrification des usages, le progrès technologique, la réindustrialisation et la révolution hydrogène.

En rouge, une courbe modélise la tendance haussière de la consommation engendrée par le programme de Marine Le Pen. En orange, le scénario central du gouvernement.

La courbe verte modélise la puissance nucléaire qui sera opérationnelle avec le plan Messmer II. On remarque que tous les autres scénarios illustrés par les autres courbes, y compris le plan de relance « massive » d’Emmanuel Macron (courbe bleue) retardent l’effondrement du parc nucléaire mais ne l’empêchent pas : les ENRi sont censés combler l’écart, ce qui est en fait impossible.

Les besoins en énergie vont être si considérables que même avec un plan Messmer 2, la production électrique passera tout juste l’épreuve de la fermeture du parc historique au bout de 60 ans.



F) Les causes structurelles de l’affaiblissement du nucléaire français et comment y remédier

Alors que le nucléaire français produisait environ 75% de l’électricité française avec 400 à 430 térawattheures/an dans les années 2000, la production du parc s’est régulièrement dégradée, tombant à moins de 70% du mix en 2020.

En 2022, cette production va chuter à 295-315 TWh, soit -25% en 15 ans.

Cet hiver, jusqu'à 15 réacteurs sur 56 étaient à l'arrêt ; 5 le sont encore. 6 autres réacteurs vont être arrêtés pour des contrôles, dont 3 n'étaient pas prévus.

Les raisons de l'affaiblissement sont les conséquences directes ou indirectes de la baisse considérable des investissements structurels dans la filière depuis les années 1990 au profit de l'impasse du développement des énergies intermittentes, éoliennes et photovoltaïque.

Le sous-investissement structurel dans la filière nucléaire au profit des ENRi

La dégradation du parc nucléaire est connue depuis le gouvernement Fillon qui a sous-estimé les conséquences du vieillissement des centrales, pensé que la France aurait besoin de moins d'électricité et choisi d'investir dans les énergies éoliennes et solaires.

Un choix suicidaire : les énergies renouvelables intermittentes et chères sont incapables de remplacer la production nucléaire, stable et pilotable.

A titre de comparaison, le parc nucléaire actuel a coûté 80 à 100 milliards d'euros pour fournir jusqu'à 75% de l'électricité française jusqu'en 2005.

Au contraire, depuis les années 2000, plus de 150 milliards ont été dépensés pour les éoliennes et le solaire, pour moins 7 à 8% de la production électrique.

Le déclin organisé de la filière industrielle et professionnelle du nucléaire

Depuis 30 ans, la filière professionnelle a été affaiblie : trop peu d'ouvriers et d'ingénieurs ont été formés, le recours à des prestataires et des sous-traitants en cascade est trop important, la bureaucratie paralysante a envahi le secteur comme toute l'économie française. Sur l'EPR de Flamanville 3, un nombre considérable d'opérations de soudure a été réalisé par des opérateurs étrangers, faute de compétences françaises.

L'Autorité de Sûreté Nucléaire et le ministère de l'Industrie ont régulièrement lancé des signaux d'alerte sur les pertes de compétences techniques : en vain.

Les grandes entreprises du secteur, véritables fleurons industriels, ont été saccagées, pillées ou tout simplement vendues :

- Areva, coqueluche des années 2000, a été ruinée suite à une gestion catastrophique d'Anne Lauvergeon et des gouvernements de tutelle.

Finalement découpée en morceaux et sauvée par EDF, l'entreprise est devenue Orano, recentrée sur le combustible.

- Alstom Energie, vendue à General Electric, dont les turbines Arabelle sont finalement rachetées par EDF sur ordre d'E. Macron ce 10 février 2022.
- D'autres branches industrielles sont dispersées, sans réelle unité opérationnelle et stratégique de la filière.

L'affaiblissement volontaire et le démantèlement d'EDF

La création du marché européen de l'électricité est l'enfant monstrueux de l'obsession de Bruxelles pour la concurrence pure et parfaite, y compris contre les théories libérales reconnaissant que l'électricité est un « monopole naturel ».

Alors qu'EDF avait un modèle intégré qui fonctionnait parfaitement, les dirigeants français ont appliqué les directives de Bruxelles en démantelant EDF, lui retirant la gestion des réseaux avec RTE et Enedis, transformées artificiellement en entités indépendantes.

Pour créer une concurrence qui n'existait pas, EDF a été obligé de vendre 100 TWh de sa production électrique, soit entre 25 et 33% de sa production nucléaire, à prix coûtant, sinon à perte, à des entreprises privées qui le revendent ensuite. C'est ce qu'on appelle l'ARENH (Accès Régulé à l'Electricité Nucléaire Historique).

Les pertes engendrées par ce pillage n'ont jamais été chiffrés, à notre connaissance, par les autorités publiques. A titre indicatif, nous estimons les pertes entre 15 et 30 milliards d'euros pour EDF depuis 2011.

Ce pillage de bien public ne devait avoir qu'un temps, mais les entreprises privées n'ont finalement investi dans leurs propres centrales qu'à de très rares exceptions. Pire encore, le gouvernement vient d'aggraver encore l'ARENH, en augmentant son plafond de 20 TWh.

Par ailleurs, EDF a été pleinement intégré au réseau électrique européen. Alors que notre mix électrique est décarboné à 93%, celui de l'Europe est très dépendant du charbon et du gaz. Ainsi, quand les prix explosent, la France, qui devrait être protégée, doit payer plein pot pour les Européens !

Un « creux » nucléaire démontrant une absence de vision

Persuadés que la France n'aurait pas besoin de plus d'électricité au sein d'une « mondialisation heureuse » actant une économie sans usine et équipée d'ENRi, les gouvernements ont stoppé tout grand programme de constructions de centrales après Chooz et Civeaux à la fin des années 1990.

Sans commandes durables, les compétences et les techniques des sous-traitants industriels n'ont pas été préservées après la fin du plan Messmer.

En 2007, un seul EPR est lancé comme une tête de série mais la suite de la série n'est jamais venue. Pourtant, l'expérience dictait qu'il fallait construire les réacteurs par paire pour gagner en économies d'échelle.

Comment relancer une filière industrielle avec un seul chantier isolé ? Quel jeune ingénieur, quel soudeur voudrait se spécialiser dans un domaine sans perspective de long terme ?

En réalité, les gouvernements ont volontairement créé un « creux nucléaire » qui aurait pu être une tombe alors que la Chine construit plusieurs réacteurs par an...

La production électrique nucléaire chinoise a d'ailleurs dépassé la France en 2020, tout comme la maîtrise de nouvelles technologies.

Les conséquences des énergies renouvelables intermittentes.

Les éoliennes et les panneaux solaires produisent une énergie selon les caprices de la météo, sans aucun rapport avec les besoins en temps réels de l'économie. Les pays européens et la France ont décidé de donner la priorité d'accès au réseau à l'électricité produite par ces centrales.

Autrement dit, c'est au nucléaire de s'ajuster à la production des ENRi. Cette modulation permanente oblige les centrales à ne pas être pleinement utilisées, faisant baisser leur facteur de charge et entraînant une dégradation constante de la rentabilité des installations.

Le retard affligeant de l'EPR de Flamanville

Les retards intolérables de l'EPR de Flamanville ne sont pas dus à la technologie nucléaire mais à la perte de compétences de la France, conséquences de la désindustrialisation et aux lacunes de suivi du dossier par les gouvernements.

En Chine, deux EPR ont été construits et livrés en moins de dix ans.

En France, les retards et les surcoûts s'enchaînent mais personne n'est jamais responsable de rien. Emmanuel Macron a subi les énièmes retards de ce chantier sans jamais prendre la moindre initiative.

G) Les décisions irresponsables et contradictoires d'Emmanuel Macron sur la filière nucléaire.

Une responsabilité directe dans le pillage d'Alstom

Selon la Commission d'Enquête parlementaire sur la vente d'Alstom, Emmanuel Macron, Secrétaire général adjoint de la Présidence de la République, a commandé dès 2012 un rapport secret au cabinet de conseil américain AT Kearney via l'Agence des Participations de l'État afin d'envisager la cession des activités d'Alstom à un groupe étranger, en particulier General Electric (GE).

Après avoir bataillé contre Arnaud Montebourg pour finalement le remplacer à Bercy, Emmanuel Macron signe le 5 novembre 2014 l'accord de vente des activités « Energie » d'Alstom à General Electric, incluant notamment les turbines nucléaire Arabelle. Ces dernières sont rachetées par EDF en 2022 au double de leur prix de vente !

Sur l'ensemble du groupe Alstom Energie, cette prise de contrôle détruira 4000 emplois, du chantage pour renchérir les contrats d'entretien des centrales françaises, le transfert de carnets de commandes et de technologie. Le magazine Challenge a aussi révélé des pertes de compétence technique assez graves, ayant eu des conséquences sur la qualité des machines livrées.

La fermeture irresponsable de Fessenheim

En 2020, Emmanuel Macron acte la fermeture de Fessenheim et retire 12 TWh de production d'électricité nucléaire par an. Il ne s'agit que d'une décision issue

d'un accord électoral entre le Parti Socialiste et les Verts en 2012 sans aucun fondement rationnel.

Elle était doublement irresponsable : non seulement les deux réacteurs fonctionnaient parfaitement mais la loi prévoyait d'attendre la mise en service de l'EPR de Flamanville pour éviter des tensions d'alimentation.

Un rapport parlementaire de 2021 confirme que la fermeture était politique et qu'elle était injustifiable financièrement et techniquement.

Cinq ans de perdus pour investir dans la relance du nucléaire

Emmanuel Macron soutient la fermeture de 12 réacteurs après Fessenheim et l'abaissement dès 2035 de la part du nucléaire à 50% du mix électrique.

Une telle annonce a profondément démoralisé la filière nucléaire, aggravant le sous-investissement, le manque de formations adéquates et les pertes de vocation des jeunes.

Il a aussi arrêté le projet ASTRID, qui avait pourtant déjà engagé des centaines de millions d'euros d'investissements pour réaliser un prototype de réacteur de génération 4 capable de réutiliser une partie des déchets nucléaires actuels mais aussi d'utiliser de nouvelles ressources d'uranium plus abondantes.

La chute de la production nucléaire en plein hiver démontre que le gouvernement n'est même pas capable d'organiser un planning.

Beaucoup de réacteurs connaissent des arrêts prolongés pour le programme de mise aux normes et de renouvellement de matériel, le « Grand Carénage » (2014-2025) qui doit prolonger la durée d'exploitation de 40 à 60 ans.

Les réacteurs subissent aussi des arrêts pour des visites décennales, ou des rechargements de combustible.

Cet hiver, des problèmes techniques « inopinés » ont aussi été repérés sur les 4 plus gros réacteurs français... Ce qui conduit EDF à arrêter d'autres réacteurs pour les inspecter.

Comme le gouvernement n'a plus aucune marge de manœuvre, tout arrêt est dramatique, sans compter sur les effets du Covid, qu'il n'a pas anticipé sur l'entretien des centrales.

H) Les besoins considérables en électricité de la France au 21^{ème} siècle contredisent les absurdités du gouvernement.

Les erreurs ahurissantes du « consensus des experts ».

Jusqu'à une période très récente, le consensus des pseudo-experts ayant voix au chapitre dans les décisions prises par la France, y compris les experts de RTE, avait estimé que la consommation électrique de notre pays serait stable dans les années 2000 puis à la baisse.

Il serait trop long d'exposer l'ensemble des raisons de ce fiasco mais l'essentiel est lié à la croyance irrationnelle dans les vertus de la mondialisation, des contrechocs pétroliers et de la construction européenne. La désindustrialisation profonde de la France a diminué les besoins en électricité tout en appauvrissant notre économie.

Les dirigeants n'ont pas anticipé l'électrification des usages liées à la révolution numérique, la transition climatique. Ils n'ont jamais préparé la moindre possibilité de réindustrialisation et ignoré l'inévitable sortie des énergies fossiles.

Le gouvernement continue à se fourvoyer sur les besoins réels en électricité à atteindre pour les 50 prochaines années.

Le rapport de RTE « Futurs Energétiques », semble désormais être la référence du gouvernement, prévoit une baisse de la consommation totale d'énergie en France (électricité, carburants, fioul, gaz, autres) de 1600 TWh à 930 TWh, soit une énorme baisse de 42% d'ici 2050.

En revanche, le rapport prévoit la hausse de la production d'électricité, qui passerait de 475 TWh en 2019 à 645 TWh en 2050, soit un passage de 29% à 55% de l'électricité dans l'énergie finale consommée en France.

Ce scénario est en réalité très optimiste sur les économies d'énergie que la société est capable de réaliser, notamment dans le logement, le transport et le tertiaire. RTE ne prévoit pas non plus de réindustrialisation de l'économie française, avec une part constante de 10% du PIB issu des activités manufacturières.

Un scénario adjacent prévoit bien une « réindustrialisation + » mais elle serait seulement de 2 à 3 points supplémentaires d'ici 2050 alors qu'on dépassait les 20% dans les années 1990, taux que l'Allemagne ou l'Italie ont maintenu.

En réalité, le scénario de référence RTE ne rompt pas avec les délires sur la « sobriété » des Verts et des lobbys décroissants.

Ces groupes confondent la juste cause de l'écologie avec leur vision punitive de la société humaine, vouée à « payer » pour ses fautes envers la nature.

Au-delà du fait que ce scénario est injuste et absurde, il n'a aucune chance de succès puisque la plupart de nos compatriotes n'ont absolument pas les moyens de faire de tels sacrifices, une part considérable vivant déjà en situation de pauvreté ou de de précarité énergétique.

Ce projet est d'autant plus inquiétant qu'il n'existe donc pas de « plan B » du gouvernement à la baisse de consommation d'énergie en France.

Le Mix électrique anticipé par RTE est tout simplement irréaliste et intolérable, dans le prolongement des erreurs des 30 dernières années.

Dans son scénario de référence, RTE, fidèle à la Programmation Pluriannuelle du gouvernement, prévoit un mix électrique 50% nucléaire et 50% renouvelable.

Pour atteindre ces objectifs, ce plan prévoit :

- Une multiplication entre 2.5 et 4 des éoliennes sur terre, soit l'installation de 6000 à 12 000 mâts en plus en France.
- Le saccage des côtes avec au moins 3000 éoliennes en mer (jusqu'à 9000). A titre d'exemple, le parc d'Erquy compte 62 mats.
- La multiplication par 7 des panneaux solaires, mais d'autres scénarios proposent une multiplication par 11 et même 22.

Le développement intensif des ENRi est d'autant plus important quand on voit que ce scénario ne prévoit la construction que de 14 EPR d'ici 2050. Ce choix entérine bien une réduction de la puissance nucléaire de la France, qui passe de 75 à 50% en valeur relative, mais aussi de 61 à environ 46GW de puissance absolue.

RTE n'a pas étudié le maintien du nucléaire à 75% du mix électrique ni même le maintien de 61 GW de puissance installée.

L'excuse donnée serait que la filière industrielle française ne serait pas apte à produire autant de réacteurs en 28 ans ! Cet argument n'est pas crédible. Au commencement du plan Messmer, qui a construit 58 réacteurs en moins de 30 ans, la France n'avait ni l'expérience ni les compétences actuelles. Certes, des compétences industrielles ont bien été perdues, mais rien d'irréversible.

I) Le plan de Marine Le Pen se fonde sur des hypothèses ambitieuses mais réalistes.

Une demande d'électricité revue à la hausse par la réindustrialisation, la relocalisation et la révolution hydrogène.

Marine Le Pen a pour ambition un système électrique qui garantisse le pouvoir d'achat des Français, la compétitivité des entreprises et une croissance économique durable, sans pollution atmosphérique ni consommation excessive des ressources et de l'occupation des sols.

Ce plan vise aussi à réindustrialiser durablement la France en revenant, au moins, à 20% de production industrielle dans notre PIB en 2050, soit le niveau des années 1990 ou le niveau actuel de l'Allemagne ou de l'Italie.

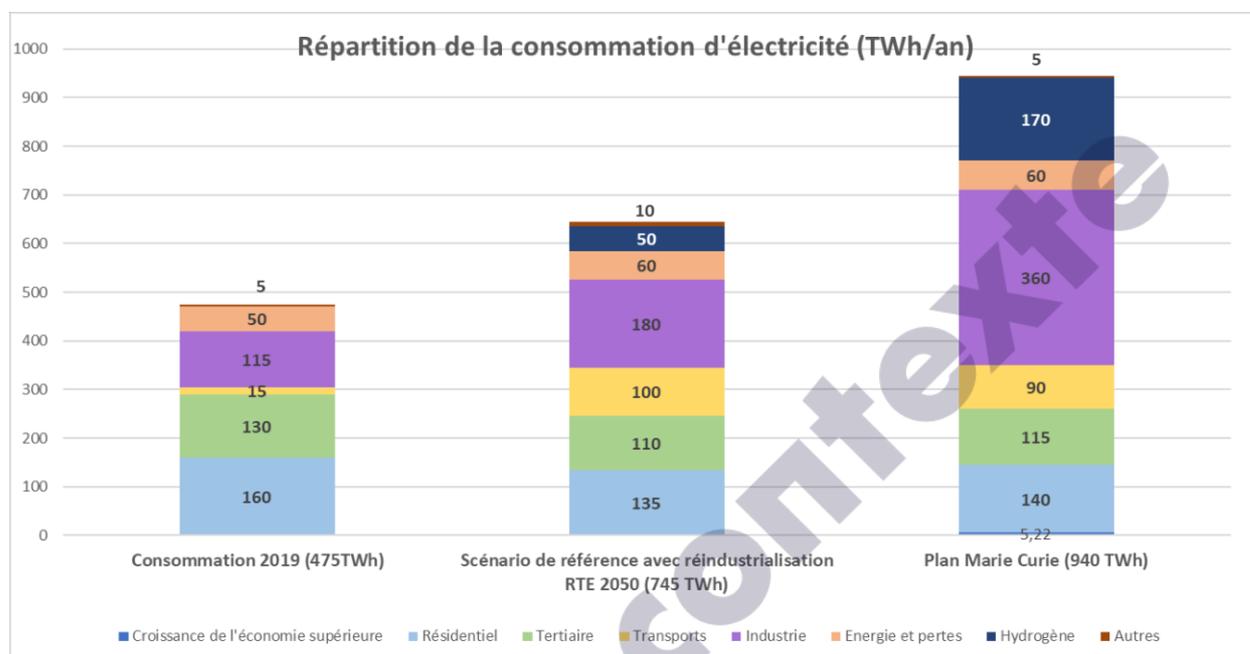
La France s'engagera aussi pleinement sur la révolution hydrogène, seule voie crédible pour s'affranchir durablement des énergies fossiles sans atteindre notre niveau de vie et nos besoins énergétiques.

Le plan de Marine Le Pen retient aussi des hypothèses moins optimistes que RTE sur les secteurs résidentiels et tertiaires, car toute surestimation des économies peut entraîner un sous-dimensionnement catastrophique du parc électrique. Néanmoins, nous estimons de bonne politique de prévoir des marges de manœuvre supérieures en cas de moindre baisse de consommation de ces secteurs, tout comme d'ailleurs, le transport.

Un tel plan exige plus de 250 TWh d'électricité supplémentaire entre 2022 et 2050 pour la réindustrialisation, et 170TWh pour l'hydrogène.

Nous devons ainsi passer de 475 TWh en 2019 à 600 TWh en 2030 (contre 500 pour RTE), 770 TWh en 2040 (570 pour RTE) et 940 TWh en 2050 (contre 650).

Sur ce graphique, on peut constater les différences très importantes entre les projections du programme de Marine Le Pen, très réalistes et axés sur la réindustrialisation du pays, et celles de RTE et d'Emmanuel Macron, particulièrement optimistes et en fait, irréalistes.



Seul notre plan de production électrique répond de manière réaliste aux enjeux économiques, sociaux et écologiques

Notre projet est fondé sur deux axes prioritaires. D'abord, le renforcement et l'encouragement des énergies renouvelables fiables : l'hydroélectricité et les steps, les bioénergies et la géothermie ; et un développement volontariste et ambitieux du nucléaire.

Il s'agit d'abord de rompre avec les règles les plus absurdes de l'Union Européenne pour rétablir la force du groupe EDF et en refaire un outil économique puissant au service du pouvoir d'achat des Français ainsi de la compétitivité des entreprises.

EDF renforcé, nous pourrions réussir à déployer un plan d'urgence pour le nucléaire historique qui permettra de rétablir une production électrique optimale et de récupérer rapidement des marges de manœuvre pour réindustrialiser le pays.

Ensuite, nous augmenterons autant que possible la puissance des centrales installées *power-up*. Nous prolongerons la durée de vie de nos centrales

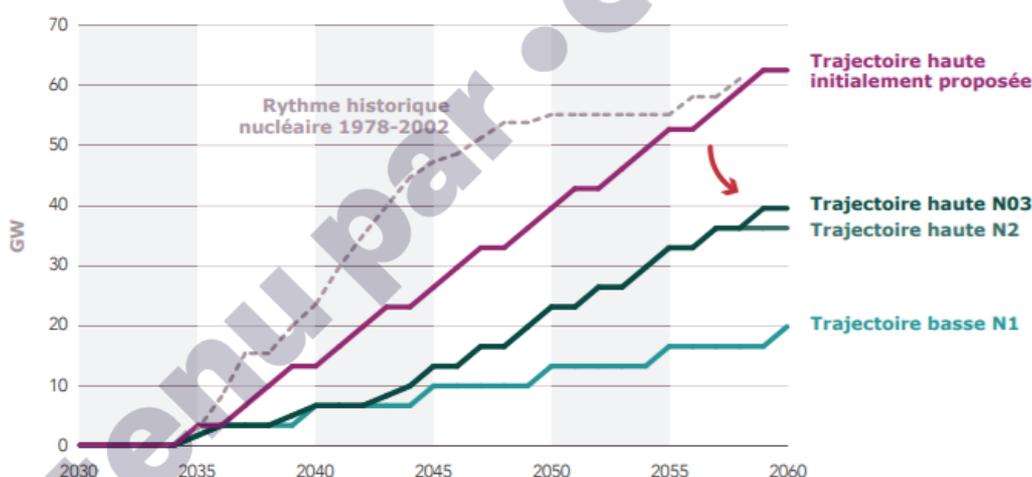
historiques à 60 années, à laquelle nous réintégrerons Fessenheim selon l'état des lieux que nous en ferons.

Une fois le parc nucléaire historique renforcé, nous pourrions réussir le déploiement d'un nouveau plan « Messmer », que nous baptiserons « Marie Curie ». Nous assurerons le renouvellement de nos 58 réacteurs, à compter d'une paire de nouveaux réacteurs par an à partir de 2032/2033.

Un plan de développement du nucléaire plus proche du rythme Messmer avait été prévu par RTE, mais il a été mis de côté pour des raisons politiques (graphique issu du rapport Futurs Energétiques) au profit d'un plan particulièrement faible.

En 2050, le plan « Macron » est deux fois moins ambitieux que le plan Messmer. On remarque aussi que les projets d'Emmanuel Macron sont très longs... C'est parce qu'au lieu de lancer des EPR sur la base de l'expérience acquise, il veut lancer des projets EPR2 avec un nouveau design qui demande encore plusieurs années d'étude.

Trajectoires de développement de nouvelles tranches nucléaires (nouveaux EPR2)

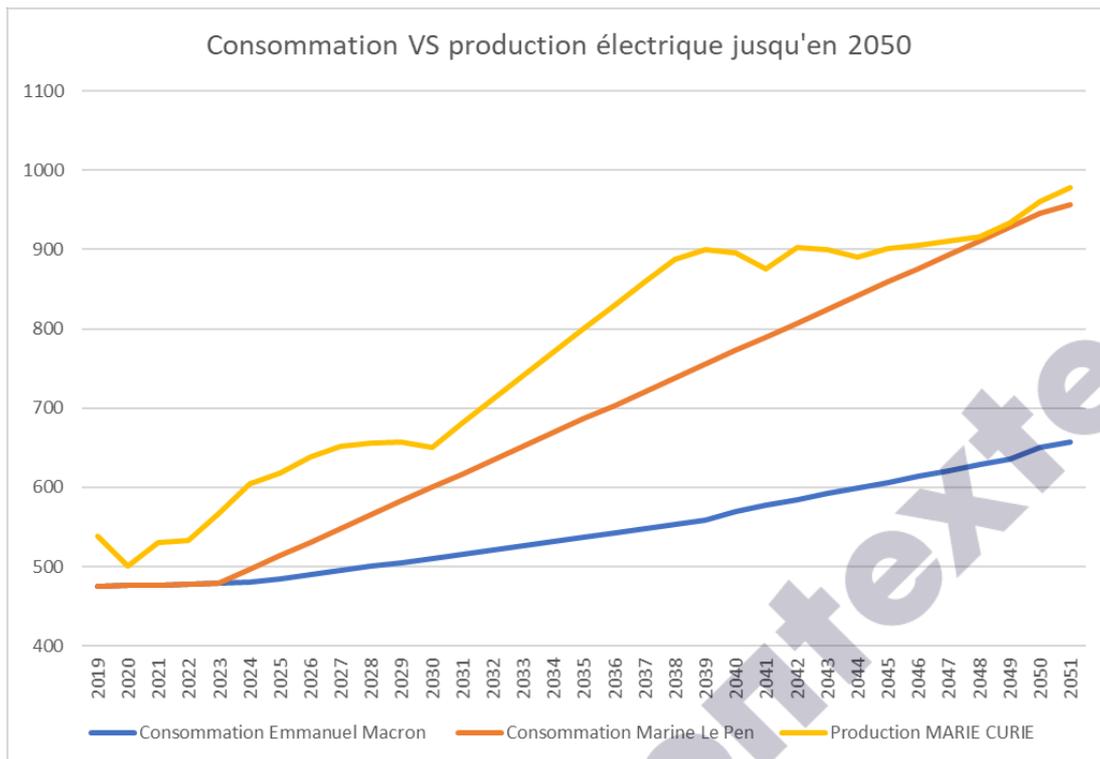


Le plan de Marine Le Pen mise sur un plan bien plus dense, qui vise à recréer une véritable filière nucléaire sur tout le 21^{ème} siècle avec un plan de charge régulier et certain :

- 5 paires de réacteurs EPR seront lancés dès 2022 sous le quinquennat pour une livraison entre 2032 et 2035, soit 9 à 10 années de travaux pour la 1^{ère} paire. Le système de production électrique pourra tolérer 12 à 18 mois de retard comme marge de manœuvre.

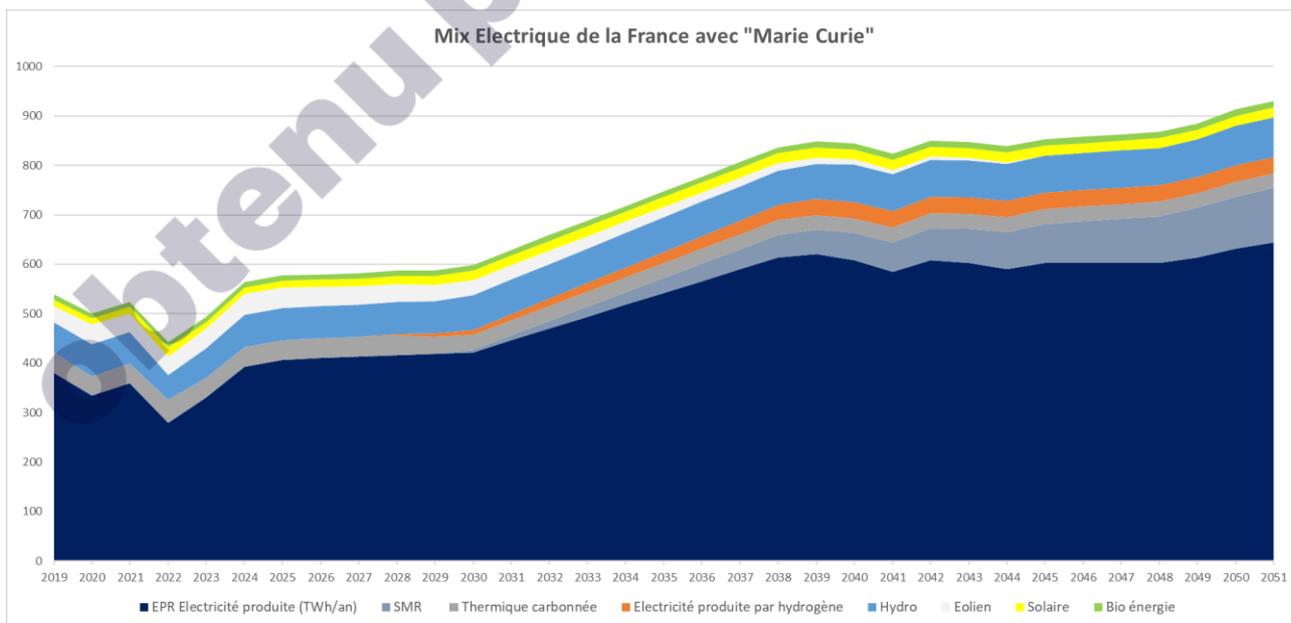
- Parallèlement, le programme EPR2 sera confirmé pour finaliser les études et livrer 5 paires entre 2036 et 2040.
- A partir de 2041, une paire de réacteurs, dont la technologie reste à définir, sera livrée jusqu'en 2050. Entre 2043 et 2045, une paire surnuméraire sera livrée pour assurer la transition avec la fermeture du parc ancien, sauf possibilité de décaler légèrement la fermeture au-delà de 60 ans pour quelques réacteurs bien conservés.
- Le programme Astrid sera relancé dès 2022 en lien avec des partenaires étrangers et sans renier les acquis de Superphénix. Il doit produire un prototype avant 2030 puis un modèle industriel avant 2040.
- Si Astrid réussit, le programme de 4^{ème} génération prendra le relais dans la phase 2041-2050.
- Parallèlement, dès 2022 une filière de SMR sera déployée pour livraison dès 2030 pour ajuster à la hausse la production bas-carbone, notamment pour mettre fin à l'utilisation des centrales thermiques.
- Deux autres programmes de recherche seront renforcés : la fusion avec ITER mais aussi les réacteurs à très haute température, particulièrement prometteurs pour produire l'hydrogène.

Comme on le voit sur ce graphique, « Marie Curie » est volontairement surdimensionné pour garder une marge de manœuvre et éviter toute pénurie tout en faisant de l'électricité un bien d'exportation rémunérateur quand l'Europe sera en pénurie du fait de ses choix stupides et malthusien.

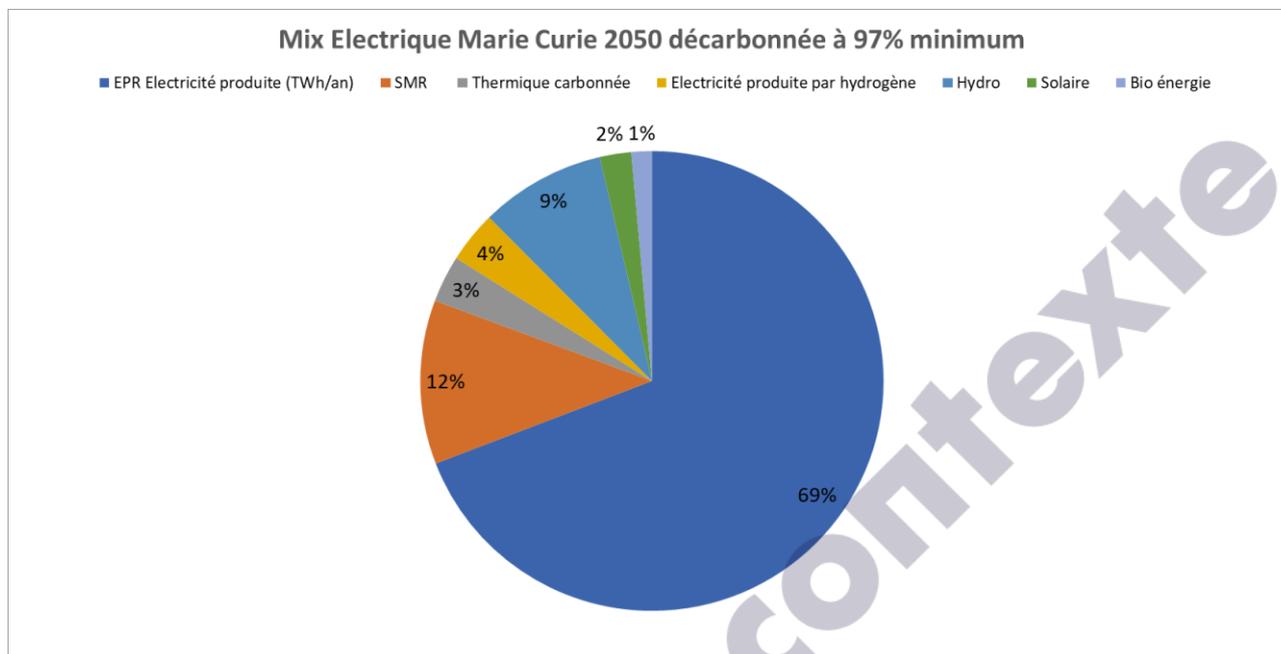


L'objectif final est un mix électrique français qui maintient le nucléaire entre 70 et 80% de la production, ajusté d'une part par l'hydroélectricité et la nouvelle filière hydrogène permettant d'assurer 600 TWh d'électricité décarbonée en 2030, 770 en 2040 et 980 en 2050.

A noter, le développement maximal des capacités hydroélectrique françaises ainsi sur le maintien de 20GW de solaire, en particulier dans les Outre-mers.



En 2050, le Mix est 97 à 100% décarboné, 98% pilotable, 80% nucléaire. Ces objectifs pourront naturellement être ajustés si des capacités de stockage de l'électricité, massifs et rentables, sont avérées en parallèle et complément d'une énergie comme le solaire.



Pour réussir le plan Marie Curie, l'effort de réindustrialisation initial de la France se portera en priorité sur les compétences perdues depuis 30 ans dans les secteurs nécessaires à cette industrie nucléaire, mais utiles aussi à d'autres domaines de pointe.

Concentrer l'effort de la Nation sur les filières nucléaires et hydroélectriques, c'est aussi choisir enfin les priorités de manière rationnelle et constante.

La projection de la France dans une nouvelle filière nucléaire sur plus d'un demi-siècle donnera la confiance et les perspectives pour que les jeunes choisissent de se former aux métiers techniques et à l'ingénierie nécessaires.

En février 2022, le gouvernement a remis les trois rapports d'audit sur la filière nucléaire.

Le rôle considérable du taux d'intérêt du financement du projet fait passer le prix du MWh produit de 40€ à 100€.

Marie Curie pourrait être financé par le fond souverain français pour un taux de 2%, soit un coût espéré du MWh de 50€, un prix très compétitif pour une électricité fiable et pilotable.

Par ailleurs, les gains de vente d'électricité à l'export seront dopés, assurant entre 100 et 120 milliards d'euros sur 30 ans à la France.

Ainsi, les deux quinquennats de Marine Le Pen doivent engager 150 à 180 milliards d'euros pour produire 70% de l'électricité française.

- Phase 2022 – 2036 : Les dix réacteurs EPR coûteront entre 70 et 90 milliards d'euros, avec un planning de construction de 9 ans à 13 ans.
- Phase 2022 – 2040 : les dix EPR 2 coûteront entre 75 et 85 milliards d'euros, livrables à partir de 2036, soit 14 ans de chantier.
- Phase 2022 – 2050 : Astrid est budgété pour 5 milliards d'euros, moins avec mutualisation si partenariat étranger.

Le Programme SMR assurera à terme 10% de l'électricité, soit 2 unités de 340MW par an déployées sur des sites concentrés, sans dispersion, pour 1 milliard d'euros pour les premiers modèles.

Au final, Marie Curie coutera 6 à 7.5 milliards d'euros par an entre 2023 et 2050, soit à peine plus que le coût annuel des subventions aux ENRi qui ne produisent que 7% de l'électricité...

Programme bonus : la cogénération nucléaire.

- *Dès 2022, une grande étude sur les capacités de cogénération nucléaire sera lancée.*
- *En effet, la majorité de la chaleur produite par les réacteurs nucléaires est aujourd'hui perdue.*
- *Cette chaleur pourrait alimenter un réseau de chauffage urbain, produire de l'hydrogène et répondre à des usages industriels.*
- *Il est aujourd'hui impossible de chiffrer le potentiel mais il est possible qu'il soit considérable.*

NOTRE PLAN POUR LE NUCLEAIRE FRANÇAIS

I) Les mesures immédiates pour refaire du modèle électrique français une force pour le pays, ses entreprises et son peuple.

1) Refonder EDF pour que le groupe retrouve son efficacité économique et les moyens de ses missions de service public.

- EDF réintégrera RTE et d'Enedis au sein du même groupe. Sa renationalisation totale n'est pas nécessaire.
- La loi fixera pour objectif à EDF la mission de service public suivante : « Assurer aux Français une électricité fiable, pilotable, bas-carbone et la plus compétitive possible pour les entreprises et les ménages. »
- Les 4.5 milliards d'euros de subventions annuelles aux éoliennes terrestres/en mer ainsi qu'aux panneaux photovoltaïques sont supprimées. Un moratoire est décrété, les projets en cours annulés.

- Abandon de la privatisation des concessions de barrages hydro-électrique et sanctuarisation de ce bien public au sein d'EDF.
- L'AREHN sera abrogé le plus rapidement possible, EDF retrouvera la maîtrise totale de sa production électrique dès l'été 2022. Les concurrents seront autorisés à produire leur propre électricité dans le respect des choix technologiques faits par la France.
- La France sortira des règles de fixation des prix du marché européen libéralisé de l'électricité au profit d'accords bilatéraux pour maintenir les échanges nécessaires avec nos voisins européens.
- Le prix de l'électricité française reflètera à nouveau les moyens de production français, soit 93% de production indépendante des énergies fossiles.
- Les entreprises retrouveront un prix réglementé favorable, en particulier les électro-intensifs.

2) Mettre en place un plan d'urgence pour le nucléaire existant

- Les 12 fermetures de réacteurs projetées par Emmanuel Macron sont annulées au profit d'un plan portant la durée d'exploitation de nos centrales à 60 ans.
- Les travaux de démantèlement de Fessenheim seront suspendus. Un audit sera réalisé pour déterminer les meilleures options à choisir pour l'avenir du site.
- Retrouvant ses marges de manœuvre financières, EDF pourra mettre les moyens nécessaires à retrouver un niveau satisfaisant de disponibilité de ses centrales, soit 75% dans un premier temps, environ 400 TWh. Pour rappel, le parc produisait 430 TWh en 2005.
- La puissance installée des centrales existantes sera augmentée autant que faire se peut, sur la base des succès enregistrés aux États-Unis (*power-up*).

- Un plan de formation avec les acteurs industriels du nucléaire sera organisé pour les filières critiques avec des perspectives de carrière et de rémunération suffisamment intéressantes pour motiver les jeunes.

3) Accélérer la révolution hydrogène

- La France aura pour objectif de convertir avant 2030 toute sa consommation actuelle d'hydrogène polluante en hydrogène vert d'origine nucléaire, soit environ 1 million de tonnes, essentiellement à destination de l'industrie.
- Le plan hydrogène prévu par le gouvernement sera accéléré pour installer 6 à 8 GW d'électrolyseurs avant 2027 à proximité des bassins industriels comme Gravelines.
- Ces électrolyseurs seront alimentés par l'électricité de base essentiellement nucléaire, entraînant mécaniquement une hausse du facteur de charge des réacteurs. Pour produire 1 million de tonne d'hydrogène à terme, il faudra environ 50 TWh/an.

4) Déployer les technologies renouvelables pertinentes pour le pouvoir d'achat et la transition écologique

- Les gisements d'hydroélectricité et de petite hydroélectricité, soit 6 à 12 TWh/an de plus, et la géothermie, seront valorisés, soit 5TWh/an de plus d'ici 2027.
- L'ensemble des possibilités d'installation de nouvelles Stations de Transfert d'Energie par Pompage (STEP), seront déployées pour renforcer nos capacités hydroélectriques pour répondre aux pointes.

- Développer les filières du biogaz et des biocarburants, sous réserve qu'elles n'entrent pas en conflit avec l'alimentation humaine et animale.
- Lancer des études opérationnelles sur le déploiement de la cogénération nucléaire dont le potentiel de plusieurs dizaines de TWh par an, tout en réduisant fortement les factures de chauffage des ménages et d'énergie des industries bénéficiaires.

La cogénération consiste à utiliser la chaleur fatale produite par les réacteurs nucléaires -perdue au 2/3 actuellement- pour alimenter des industries voisines ou un réseau de chaleur urbain. Cette technologie éprouvée dans d'autres pays.

II) Lancer un plan « Marie Curie » capable de remplir les objectifs sociaux, économiques et écologiques sur le modèle Messmer.

- En 2050, la France visera un mix électrique suivant : entre 70 et 80% de nucléaire, 10% d'hydraulique et 10 à 20% d'électricité produite à partir de stockage d'hydrogène.
- Pour remplacer le vieillissement du parc tout en produisant suffisamment d'électricité pour les nouveaux usages, la France doit réaliser une performance similaire au plan Messmer 1.
- Si les compétences et l'outil industriel ont été dégradés, l'expérience acquise par la France lui permettent de relever ce grand défi.
- Compte tenu de l'importance stratégique du nucléaire comme « base » de la puissance économique française, une part importante des efforts initiaux de réindustrialisation seront concentrés sur ce chantier.
- Le financement du plan Marie Curie pourrait être financé par le fonds souverain français, placement de long terme par essence garantissant un rendement certain et durable.

La 1^{ère} phase (2022-2031) du plan consistera à faire renaître une véritable filière pour satisfaire les besoins en électricité

- Lancer 5 paires d'EPR dès l'été 2022, livrées à partir de 2033.
- Lancer le programme EPR2 dès l'été 2022, pour une livraison de 5 paires à partir de 2036.
- Le plan de charge vise à livrer deux réacteurs de 1650MW par an à partir de 2031 et jusqu'en 2050, seul moyen de disposer de la puissance nécessaire sans recours aux éoliennes sur terre et en mer.
- L'objectif sera de construire ces réacteurs dans les délais tenus par les EPR de Taishan en Chine.
- Autrement dit, vingt EPR et EPR2 seront livrés entre 2030 et 2040, puis une puissance totale de 32GW et une production estimée à 240TWh.
- Cette phase accompagne la réindustrialisation française, dont les besoins sont estimés entre 8 et 10 TWh supplémentaires par an, soit 140 à 180 TWh entre 2022 et 2030.
- La 1^{ère} phase vise en priorité à reconquérir la maîtrise industrielle d'une production en série de réacteurs et de construction de centrales pour la France et l'export.
- Ce plan ambitieux nécessite une planification stricte pour un demi-siècle. Il priorisera les moyens humains et techniques vers le nucléaire considérant que l'énergie est la base qui permettra à la fois l'amélioration du niveau de vie, la transition écologique et la réindustrialisation globale.
- Cette planification impose la reconstitution d'un champion industriel. L'ensemble des activités énergétiques d'Alstom seront rachetées par le fonds souverain français puis fusionnées avec Framatome.
- Un « pôle national d'excellence » regroupera tous les sous-traitants et les organismes de formation pertinents afin de mettre à niveau les ressources humaines, les compétences et les technologies françaises.

La 2^{ème} phase (2031 - 2040) est le déploiement opérationnel des programmes lancés.

- A partir de 2027, on peut estimer que les moyens de production en série des EPR seront opérationnels, puis ceux des EPR2 vers 2030.
- L'objectif est de lancer et d'installer chaque année, une paire de réacteurs représentant 24 TWh/an de production.
- 20 réacteurs auront donc été mis en service alors que les premiers réacteurs du parc historique seront fermés à partir de 2039.
- Avant 2045, il faudrait fournir au moins une année 4 réacteurs.
- A partir de 2040, la technologie des réacteurs installée pourrait ne plus être un EPR.

La 3ème phase (2040-2060) achèvera la réindustrialisation, le déploiement de la 4^{ème} génération de réacteurs et la finalisation de l'économie hydrogène.

III) Parallèlement à Marie Curie, la France lancera dès 2022 plusieurs initiatives technologiques et partenariats

1) La France peut être la grande gagnante de la décarbonation et l'autonomie européenne grâce au nucléaire :

- « Marie Curie » sera proposé à nos alliés européens qui le souhaitent. Ce partenariat visera à déployer sur le continent une filière nucléaire suffisamment large pour créer des économies d'échelle et des synergies de compétences.
- Le Royaume-Uni s'est déjà engagé dans un programme EPR, la Pologne ou encore l'Italie ont des besoins urgents et massifs de sortir de leur dépendance aux énergies fossiles et aux importations énergétiques.

- A ce titre, le traité Euratom, mort-né à cause de l'Allemagne, pourra être remis d'actualité, étant initialement un des trois piliers de la construction européenne.
- Le renforcement du parc nucléaire français, tel un « château d'eau » nucléaire, donnera à notre pays les clés de l'équilibre énergétique du continent miné par l'impasse du mix ENRi/énergies fossiles.

2) La France reprendra l'initiative dans l'innovation nucléaire civile qu'elle a perdue au profit de la Russie et de la Chine.

- Accélérer le développement des SMR sur la base des réussites françaises dans la propulsion nucléaire du Charles de Gaulle et de nos sous-marins.
- Ces SMR seront utiles pour compléter la 1^{ère} phase du plan Marie Curie, car moins lourd à construire qu'un EPR, tout en étant particulièrement adapté à la production d'hydrogène.
- Relancer le projet Astrid via le CEA, avec un réacteur prototype industriel de Génération 4 à surgénération sur les acquis de Superphénix inutilement abandonné.
- En effet, la filière à surgénération permettra de recycler une quantité importante de produits des fissions actuelles tout en assurant des centaines d'années de ressources matières fissibles, y compris en cas de généralisation des programmes nucléaires civils dans le monde.
- La filière de la surgénération pourra être accélérée grâce à des partenariats avec les nations qui ont poursuivi les recherches : le Japon, la Russie, la Chine.
- En lien avec la Chine, des recherches dans les Réacteurs à Très Haute Température, particulièrement adaptés à la production d'hydrogène, devront être envisagées.

- Les garanties seront apportées pour que le projet ITER respecte son calendrier et réalise son premier plasma en 2025.

3) Renforcer la filière française de production de matières fissibles et de traitement des déchets

- Fragiliser par le fiasco Areva, la filière du combustible français et du retraitement des déchets, le meilleur au monde, doit être renforcé.
- La relance des programmes nucléaires civils et les percées technologiques qu'elle va forcément provoquer doit nous interroger sur le stockage des déchets ultimes, dont le recyclage et la réutilisation dans de nouvelles générations de réacteur n'est plus à exclure.

obtenu par .confite